

## ELEMENTS D'APPRECIATION DES RESULTATS DE L'ANNEE 2019

A la lumière des différents indicateurs socio-économiques disponibles, les résultats de l'année 2019 apparaissent mitigés.

Les mesures d'ajustement prises sur les plans budgétaire et monétaire, conjuguées au bon comportement du tourisme, se traduisent par une détente encourageante au niveau des équilibres financiers avec notamment un début de redressement de la situation des finances publiques et de la balance des paiements avec l'extérieur, une remontée de la valeur du dinar par rapport aux principales devises étrangères, une réduction du poids de la dette publique et de la dette extérieure à moyen et long terme ainsi qu'une augmentation sensible des avoirs en devises.

Toutefois, en l'absence de réformes traitant en profondeur les distorsions, le paysage économique et social continue à porter la marque de l'essoufflement et du déséquilibre.

L'investissement se maintient pour la troisième année consécutive à un faible palier. La croissance replonge à moins de la moitié de la croissance moyenne en 2017-2018 en dépit d'une bonne saison agricole et touristique. Le chômage demeure élevé, malgré la tendance à la baisse de la demande additionnelle. L'inflation demeure forte malgré la légère détente relevée, entretenant le climat de malaise et de tension. Et le positionnement de l'économie tunisienne, sur le plan régional et international, demeure bien en retrait de son potentiel.

Les développements qui suivent explicitent au niveau des différents indicateurs macroéconomiques ces appréciations afin de déceler les problèmes, les faiblesses et les signaux positifs qu'il importe de prendre en compte dans le processus de développement du pays.

### 1. Croissance et revenus

#### **Importante décélération de la croissance du Produit intérieur Brut**

La croissance du PIB se ramène d'une moyenne de 2.3 pour cent en 2017-2018 à un taux de 1 pour cent seulement en 2019 malgré la consolidation de la reprise du tourisme et la bonne campagne céréalière.

De la sorte, la croissance moyenne pour la période 2011-2019 s'élève à 1.6 pour cent en termes réels, ce qui correspond à près du tiers seulement de la croissance annuelle enregistrée au cours de la décennie 2001-2010 (4.6% en moyenne par an).

En pourcentage	2016	2017	2018	2019
Agriculture et pêche	-8.5	1.8	11.3	0.8
Industries manufacturières	0.8	1.3	1.1	-0.7
Industries non manufacturières	-1.8	-3.2	-1.7	-1.8
Services marchands	3.3	4.7	3.2	2.2
Services non marchands	2.5	0.7	0.4	1.0
Produit Intérieur Brut (PIB)	1.1	2.0	2.7	1.0

Source INS

Les secteurs à l'origine de cette décélération sont ceux :

- ▮ De l'extraction de pétrole et de gaz naturel (-8.1%) en relation avec le ralentissement des investissements dans la recherche et l'exploration pétrolière particulièrement de la part des sociétés étrangères comme cela sera développé plus loin.
- ▮ Des industries manufacturières dont la valeur ajoutée baisse de l'ordre de 0.7 pour cent en raison de la concurrence déloyale dans le cadre des circuits parallèles qui n'a cessé de se développer sur le marché intérieur au niveau du secteur du textile et de l'habillement ainsi que de celui des appareils électriques, électroniques et de l'électroménager.
- ▮ Du bâtiment et des travaux publics dont la valeur ajoutée baisse de 0.4 pour cent du fait notamment de la compression des crédits budgétaires alloués aux équipements collectifs et du ralentissement des investissements des promoteurs immobiliers.
- ▮ Du secteur des transports dont l'activité chute de 2.4 pour cent compte tenu des problèmes auxquels se trouve confronté le secteur public des transports dont en particulier Tunis Air contrainte à l'immobilisation d'une partie de sa flotte pour des problèmes de trésorerie.

Si on exclut ces quatre secteurs, la croissance aura été de 2.1 pourcent (contre 3.2 pourcent en 2018). Il est relevé, à cet égard :

- ▮ Un bon comportement pour la troisième année consécutive du secteur de l'hôtellerie et de la restauration avec une croissance de 6.8 pour cent consolidant la tendance haussière amorcée depuis 2016 de sorte que sa part dans le PIB aux coûts des facteurs se trouve portée de 4.2 en 2015 à 4.8 pour cent en 2019.
- ▮ Une forte reprise de la production phosphatière se répercutant positivement sur la valeur ajoutée du secteur des mines (+21.1%) et de celui des industries chimiques (+3.4%).
- ▮ Une progression assez encourageante des activités à forte valeur ajoutée, en l'occurrence les services de la poste et des télécommunications (3.7 % en 2019 contre 3.1% en 2018) et les services financiers (+4.6% en 2019 contre 4.9% en 2018) représentent désormais 6.2 pour cent du PIB.

Il est à signaler que la croissance sur le plan international s'inscrit depuis 2017 sur une tendance baissière comme le montre le tableau suivant :

En pourcentage	2017	2018	2019
Croissance mondiale	3.7	3.6	3.2
Croissance de la zone euro	2.5	1.9	1.2
Dont croissance de la France	2.3	1.7	1.3
Croissance de l'Allemagne	2.5	1.5	0.6
Croissance de l'Italie	1.7	0.8	0.3
Croissance du Maroc	4.1	3.1	2.7

Source Eurostat, BCT, HCP (Maroc)

### Faible progression du PIB par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat

Le PIB par tête d'habitant en termes de parité de pouvoir d'achat<sup>1</sup> aux prix de 2011 augmente faiblement de l'ordre de 0.8 pour cent en moyenne par an pour la Tunisie entre 2010 et 2018 contre un taux moyen de 3.2 pour cent durant les années 2000-2010. Ainsi, le rythme du PIB per capita a été au cours des huit dernières années proche de celui du Portugal (0.7%) mais bien en retrait de ceux du Maroc (2.1%) et de la Turquie (4.4%) comme le montre le tableau ci-après :

PIB par tête en PPA en \$	Tunisie	Portugal	Turquie	Maroc
1990	5 608	20 167	11 400	3 923
2010	10 441	27 238	17 957	6 456
2018	11 096	28 687	25 287	7 635 <sup>2</sup>
Accroissement 1990-2010	+3.2% par an	+1.5% par an	+2.3% par an	+ 2.5% par an
Accroissement 2010-2018	+0.8% par an	+0.6% par an	+4.4% par an	+2.1% par an

Source : Banque Mondiale

## 2. Emploi et Chômage

### Augmentation des créations d'emploi à un rythme plus rapide que celui du PIB

Selon l'enquête de l'INS relative à l'emploi du quatrième trimestre 2019, la population active occupée augmente à un rythme (1.7%) permettant de porter les créations sur douze mois à 59 000, soit pratiquement le double de celles enregistrées une année auparavant.

En analysant l'évolution de la population occupée dans les activités productives, il est relevé :

- Un forte baisse de l'emploi au niveau du secteur du commerce (- 14 000 emplois environ) ainsi qu'au niveau de celui des industries du textile et de l'habillement (- 12 000 emplois).

<sup>1</sup> La parité de pouvoir d'achat (PPA) est une méthode utilisée, sur le plan international, pour rendre comparable, en termes de pouvoir d'achat, les différentes devises nationales.

<sup>2</sup> Estimation du Forum Ibn Khaldoun sur la base des données relatives au PIB parité de pouvoir d'achat aux prix de 2011 telles que publiées dans le site de Sherbrooke

- Une quasi-stabilisation de la population occupée au niveau du secteur de l'agriculture et de celui des industries mécaniques et électriques.
- Une augmentation de l'emploi au niveau de la construction et des travaux publics (+12 000 emplois), de l'industrie agro-alimentaire (+ 7 000 emplois), de l'hôtellerie et de la restauration (10 000 emplois), et des services de réparation et de l'entretien (+ 6 000 emplois).

En comparant la population occupée à fin 2019 avec celle de 2010, il se dégage que les créations nettes d'emplois civils ont atteint, au cours des neuf dernières années, 250 mille emplois, ce qui correspond à une croissance moyenne de la population occupée de 0.8 pour cent par an.

Ces créations se répartissent, selon les indications disponibles, comme suit :

- Secteur public : 169.500 emplois civils<sup>3</sup> créés à hauteur de 84 pour cent entre 2011 et 2013 ;
- Secteur privé : 80 500 emplois dont la moitié au niveau des industries mécaniques et électriques

Il est à signaler que selon l'étude menée en 2016 par le Centre de Recherche Economique et Social et la Banque Africaine de Développement, l'emploi informel représente 32.2 pour cent de l'emploi total en 2015, soit 1092 mille travailleurs. L'informel est particulièrement concentré au niveau de la tranche d'âge 15-19 ans (84%) et la tranche d'âge 20-24 ans (42%).

#### **Légère détente du taux de chômage en Tunisie**

Le taux de chômage de la population active s'est situé à 14.9 pour cent au cours du quatrième trimestre de 2019, en retrait de 0.6 point de pourcentage par rapport à la même période de 2018.

La demande additionnelle d'emploi se situait à une moyenne de 65 000 par an entre 2006-2010 ; elle est ramenée à une moyenne de 40 000 par an entre 2015 et 2019, sous l'effet de la renonciation d'une partie de la population d'âge actif, notamment féminine, à se présenter sur le marché du travail et de la tendance à la hausse de l'émigration.

Outre l'émigration illégale, l'on relève que près de 95 000 cadres et jeunes hautement qualifiés ont quitté la Tunisie vers l'Europe entre 2011 et 2016 selon l'OCDE<sup>4</sup>.

En milliers (4e trimestre)	2 016	2017	2018	2019
Population active	4 069	4 119	4 153	4 190
Population occupée	3 437	3 480	3 508	3 566
Nombre de chômeurs	632	649	645	624
Taux de chômage en %	15.5	15.5	15.5	14.9

Source : INS

Le taux moyen de chômage demeure ainsi élevé, malgré la décélération de la demande additionnelle ; il dépasse de 1.9 point celui atteint en 2010 tout en continuant à sous-tendre d'importantes disparités avec notamment :

<sup>3</sup> Source « Tunisie, La Démocratie en quête d'Etat » de Mahmoud Ben Romdhane ».

<sup>4</sup> Source « exode des professionnels de l'informatique s'accélère » par Jules Crétois et Syrine Attia : Jeune Afrique du 5 novembre 2018

- Des disparités, qui s'accroissent d'une année à l'autre, entre les gouvernorats du littoral et ceux de l'intérieur ; l'écart passe de 4.7 points de pourcentage en 2017 à 6.4 points

Taux de chômage	2 <sup>e</sup> trim.2017	2 <sup>e</sup> trim.2018	2 <sup>e</sup> trim.2019
Gouvernorats de l'Est <sup>5</sup>	14.13%	13.91%	13.64%
Gouvernorats de l'Ouest	18.79%	19.95%	20.07%

Source : données de base INS

- Un taux de chômage des femmes continuant à être proche du double de celui des hommes (respectivement 21.7 et 12.1% en 2019) malgré la faible participation de la femme à la population active, soit 24 pour cent contre 68 pour cent pour les hommes ; sachant que l'écart entre les deux sexes au niveau de la zone euro se limite à 0.5 point en 2019 (7.7% pour les femmes contre 7.2% pour les hommes)
- Un chômage des diplômés du supérieur qui continue, malgré la légère décline relevée au cours des derniers mois, à être élevé touchant à la fin de 2019 près de 29 pourcent de la population active concernée, ce qui reflète le décalage entre une offre de main d'œuvre de plus en plus qualifiée et une demande de travail peu qualifiée en raison de la lenteur du processus de transformation structurelle de l'économie.
- Un chômage chez les jeunes atteignant 33.4 pourcent de la population active de la tranche d'âge allant de 15 à 24 ans en augmentation de 4 points par rapport à 2010, soit plus que le double de celui observé dans la zone euro (15.3% en 2019)

En % de la population active	Année 2010	4 <sup>e</sup> trim. 2017	4 <sup>e</sup> trim. 2018	4 <sup>e</sup> trim. 2019
chômage des diplômés	23.3	29.9	28.8	27.8
<ul style="list-style-type: none"> <li>Dont Femmes</li> </ul>	32.9	39.0	38.7	38.1
chômage des jeunes	29.4	34.2	33.4	33.8

Source : INS

A titre d'éclairage, le taux de chômage global de la zone euro<sup>6</sup> baisse de 0.4 point se ramenant de 7.8 pour cent en décembre 2018 à 7.4 pour cent en décembre 2019 sachant que la baisse du chômage a concerné pratiquement tous les Etats membres de la zone euro et en particulier les pays qui avaient des taux élevés.

	Rappel 2012	2017	2018	2019
Grèce	24.5	21.5	19.3	17.3
Espagne	24.8	17.2	15.3	14.1
Portugal	15.8	9.8	7.0	6.5

<sup>5</sup> District de Tunis, Gouvernorats du Nord-est, du Centre-est et du Sud-est

<sup>6</sup> Source Eurostat janvier 2020

### 3. Inflation des prix à la consommation

#### Ralentissement relatif des pressions inflationnistes

Le glissement des prix à la consommation sur douze mois a connu en 2019 une tendance résolument baissière passant de 7.5 pour cent en décembre 2018 à 6.1 pour cent en décembre 2019. De la sorte, l'inflation moyenne pour toute l'année s'établit à 6.7 pour cent contre 7.3 pour cent, une année auparavant.

Inflation moyenne en %	2016	2017	2018	2019
Alimentation	2.6	5.6	7.5	6.9
Habillement et chaussures	7.1	7.9	7.4	8.1
Logement, eau et énergie	5.4	5.0	7.4	4.8
Santé	2.7	3.3	5.2	5.7
Transports	2.2	5.9	11.1	6.7
<b>Total</b>	<b>3.6</b>	<b>5.3</b>	<b>7.3</b>	<b>6.7</b>

Source INS

Trois principaux facteurs ont contribué, à des degrés divers, au ralentissement de l'inflation. Ils concernent :

- ▮ La rationalisation de la demande intérieure à travers notamment le relèvement à deux reprises du taux directeur de la BCT concomitamment à la mise en œuvre de mesures d'encadrement du crédit bancaire.
- ▮ L'augmentation de l'enveloppe budgétaire allouée aux subventions de l'énergie (+ 438 MDT par rapport aux prévisions de la loi des finances) permettant d'avoir une seule augmentation des prix des carburants à la pompe contre 4 fois en 2018.
- ▮ Le redressement de la valeur du dinar par rapport aux principales devises durant le deuxième semestre de l'année ; ce qui a permis de ramener la dépréciation de sa valeur par rapport à l'euro de 12 pour cent en 2018 à 4.7 pour cent en 2018.

Il n'en demeure pas moins que, malgré l'inflexion de la tendance, l'inflation demeure élevée, dépassant de plus de 4 points celle des pays partenaires et concurrents.

En %	Tunisie	Zone euro	OCDE	Maroc
2018	7.3	1.7	1.9	1.9
2019	6.7	1.4	1.7	0.2

Entre 2010 et 2019, l'indice général des prix a augmenté de 58.4 pour cent en Tunisie contre 15.6 pour cent seulement pour la zone euro (selon la BCT), soit un écart entre les deux indices de 42 points de pourcentage qui explique en partie la dépréciation du dinar par rapport à l'euro au cours de la même période qui a été de 72 pour cent.

**Forte progression des subventions en  
faveur de l'énergie et des produits de base**

Les pressions sur les prix auraient pu être beaucoup plus élevées sans l'importante intervention du budget de l'Etat. Les subventions ont été réévaluées par la loi des finances complémentaires pour passer de 4350 MDT à 4789.5 MDT ce qui correspond à 4.2 pour cent du PIB.

Subventions en MDT	2016	2017	2018	2019
Produits de base	1581	1494	1750	1 800.0
carburants	197	1550	2700	2 538.0
Transport public	433	448	450	451.5
Total	2211	3492	4900	4 789.5
En pourcentage du PIB	2.5%	3.6%	4.6%	4.2%

Source : Ministère des finances

**4. Investissement et climat des affaires**

**L'investissement global demeure faible ;  
sous la barre de 19 pour cent du PIB.**

Globalement, les indications, disponibles à ce stade, permettent d'escompter une stabilisation, pour la troisième année consécutive, du taux d'investissement aux alentours de 18.5 pour cent du PIB aux prix courants.

L'investissement de l'administration s'inscrit, sur la base des résultats provisoires du budget de l'Etat, sur une tendance baissière, de l'ordre de 3.3 pour cent en nominal, en relation avec les efforts de compression des dépenses comme cela sera développé dans le paragraphe consacré plus loin aux finances publiques.

C'est également le cas pour les entreprises publiques dont l'investissement subit les contrecoups de la détérioration de leur situation financière compte tenu de l'importance des déficits accumulés<sup>7</sup> obérant d'autant leur capacité en matière d'investissement.

Les investissements directs étrangers, considérés comme un important indicateur sur la perception du climat des affaires par les investisseurs étrangers, baissent de 11.2 pour cent pour les flux en dinars, ce qui correspond à une diminution de 15 pour cent pour les flux en euros.

IDE	2010	2017	2018	2019
total en MDT	2 265	2 128	2 790	2 479
Taux IDE/PIB	3.6%	2.2%	2.65	2.15
Total en M€	1194	781	892	757

Source : BCT

<sup>7</sup> Les pertes enregistrées par 47 entreprises publiques dépassent 1800 MDT en 2016 selon la présidence du gouvernement (l'économiste maghrébin 15 novembre 2019)

Enfin, l'investissement de l'entreprise privée demeure sur une tendance baissière provoquée d'une part par la baisse des opportunités d'investissement en relation avec la saturation des secteurs traditionnels et la concurrence souvent déloyale du marché parallèle et, d'autre part, par l'alourdissement des charges auxquelles elle se trouve soumise en particulier au niveau des charges fiscales et parafiscales<sup>8</sup> ainsi que du coût du crédit.

### **L'amélioration du climat des affaires est très relative**

Les efforts déployés en 2018-2019 en matière de simplification des procédures et d'allègement des démarches<sup>9</sup> ont permis à la Tunisie de gagner 10 places dans le dernier rapport de Doing Business par rapport à 2017.

C'est encourageant ; mais ce n'est pas suffisant.

La Tunisie continue à être largement distancée par les principaux pays concurrents sur le plan de l'effort d'investissement avec un taux accusant un écart de plus 10 points avec le Maroc et la Turquie<sup>10</sup>.

En % du PIB	Tunisie	Zone euro	Maroc	Turquie
2018	18.5	21.4	33.5	29.6

La Tunisie continue également à être fortement surclassée sur le plan du climat des affaires, dans la mesure où elle est classée dans le dernier rapport du groupe de la Banque Mondiale à la 78<sup>e</sup> place contre la 53<sup>e</sup> place pour le Maroc, la 39<sup>e</sup> place pour le Portugal et la 33<sup>e</sup> place pour la Turquie.

Par ailleurs la perception des opérateurs économiques continue à être marquée par l'attentisme et la temporisation se reflétant à travers la tendance à la baisse des déclarations d'investissement aussi bien des industries manufacturières que dans les services avec un bémol, cependant, au niveau des déclarations dans l'agriculture.

Intentions en MDT	2017	2018	2019
industrie	3 527	3 568	2.996
Services	1 696	1 380	870
agriculture	1 573 <sup>11</sup>	1 488	1 676
Total	6 796	6 436	5 708

Source : APIE et APIA

Les rapports élaborés par le groupe de la Banque Mondiale, par le Forum économique mondial et par l'OCDE comportent, à cet égard, de nombreuses indications comparatives très utiles sur les

<sup>8</sup> Le taux global d'imposition sur les bénéfices bruts de l'entreprise. Selon le dernier rapport de Doing Business de 2019 est de 60.7% pour la Tunisie contre 45.8% pour le Maroc, une moyenne de 32.5% pour les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord et une moyenne de 39.9 pourcent pour les pays de l'OCDE.

<sup>9</sup> Suppression de nombreuses autorisations dans le cadre du décret 471-208 de mai 2018 et révision du cadre légal régissant la plupart des activités économique dans le cadre de la loi transversale adoptée en avril 2019

<sup>10</sup> Source Banque Mondiale

<sup>11</sup> Statistiques des 11 mois



mesures susceptibles de relancer l'investissement productif. Il importe de s'en inspirer pour recréer, aussi rapidement que possible, un environnement favorisant une forte relance de l'investissement, principal enjeu pour l'économie tunisienne.

## 5. Les équilibres extérieurs de la Tunisie

### Légère détente de la situation de la balance des paiements.

Les données disponibles révèlent un mieux au niveau du compte extérieur ayant pour origine :

- ▮ Une augmentation des exportations de biens non alimentaires de l'ordre de 9.7 pour cent (+ 4.8 en euros) ce qui correspond à un rythme dépassant de près de 2 points celui du PIB aux prix courants (8% attendu dans le cadre du Budget Economique de l'année 2020) sous l'effet notamment de la dynamique des ventes des industries mécaniques et électriques (+ 12.3%).
- ▮ Une forte relance des recettes touristiques ; celles-ci augmentent de 35.6 pourcent pour les flux en dinars et de 30 pourcent pour les flux en euros, permettant d'engranger un volant de devises de 5.6 milliards de dinars correspondant à près de 5 pourcent du PIB.
- ▮ Une augmentation significative des transferts des travailleurs tunisiens à l'étranger de 20 pourcent en dinars (15% en euros) permettant de générer 4.9 milliards de dinars, ce qui correspond à 4.3 pourcent du PIB.

Ces embellies sont, toutefois, en grande partie, contrebalancées par les importantes pressions qui demeurent :

- ▮ D'abord, au niveau de la balance alimentaire qui, malgré la bonne campagne céréalière, accuse un important déficit, de l'ordre de 1.5 milliard de dinars en raison du fléchissement des exportations en relation avec la baisse des ventes d'huile d'olives.
- ▮ Ensuite, au niveau de la balance énergétique dont le déficit s'accroît d'une année à l'autre pour atteindre près de 7.8 milliards de dinars, comme conséquence des tiraillements politiques et des tensions sociales qui ont retardé l'entrée en production des réserves prouvées.
- ▮ Enfin, au niveau du service de la dette extérieure dont les paiements enregistrent une importante augmentation, de l'ordre de 38.5 pour cent pour atteindre près de 9.3 milliards de dinars absorbant près de 90 pourcent des recettes du tourisme et du revenu du travail contre 6.6 milliards de dinars et 80 pourcent en 2018.

Sur la base de ces indications, le déficit commercial enregistre une légère augmentation pour les flux en dinars, de l'ordre de 2.2 pour cent sous l'effet principalement de l'aggravation de la balance commerciale énergétique et de l'effet du taux de change.

Le déficit de la balance hors énergie en euros baisse de 13 pour cent par rapport à 2018 et aussi par rapport à 2010 comme le montre le tableau ci-après.

Balance commerciale	2010	2017	2018	2019
Déficit commercial (MDT)	8 298	15 595	19 023	19 409
Déficit énergie (MDT)	485	4 033	6 179	7 756
Déficit hors énergie (MDT)	7 813	11 562	12 844	11 652
Déficit hors énergie (M€)	4 118	4 245	4 107	3 560

Source INS

La moitié de ce déficit se localise au niveau de 3 pays en l'occurrence la Chine (5.8 milliards de DT), l'Algérie (3.1 milliards de DT en relation essentiellement de la facture du gaz) et la Turquie (2.5 milliards de DT). En revanche le déficit avec l'Union Européenne, est relativement limité sous-tendant un taux de couverture des Importations par les exportations proches de 100 pour cent

Taux de couverture (en %)	Union européenne	Autres pays	total
2010	88.6	50.8	73.9
2018	94.4	39.0	68.5
2019	99.2	37.5	69.3

Source : INS

Les échanges de services et les transferts de revenus avec l'extérieur enregistrent, de leur côté, des excédents significatifs (+2.3 milliards de dinars par rapport à 2018) grâce aux apports du tourisme et des transferts des travailleurs à l'étranger. Etant signalé que les recettes en devises engrangées par le tourisme et les revenus du travail, demeurent, malgré la forte relance observée depuis en 2018, encore en deçà du niveau atteint en 2010 pour les flux en euros. L'écart par rapport à cette dernière se réduit cependant d'une année à l'autre : il était de 1054 Millions d'euros en 2017 ; il se ramène à 175 millions d'euros en 2019.

	2010	2017	2018	2019
Tourisme en MDT	3 522	2 831	4 141	5 619
Tourisme en M€	1 856	1 040	1 324	1 720
Revenu du travail en MDT	2 953	2 831	4 121	4 949
Revenu du travail en M€	1 557	1 319	1 318	1 518

Source : BCT

De la sorte, il en ressort une réduction significative du déficit courant de la balance des paiements. Le niveau de celui-ci se ramène de 11 pour cent du PIB en 2018 à 8.7 pour cent en 2019

Toutefois, malgré cette détente relative, le déficit courant demeure élevé, difficilement soutenable, ce qui requiert davantage d'efforts pour accentuer la tendance à la baisse et retrouver des niveaux compatibles avec les possibilités de financement sur des bases viables.

Balance des paiements	2010	2017	2018	2019
Déficit courant en MDT	3 012	9 870	11 722	10 014
Taux du déficit en % du PIB	4.7	10.2	11.1	8.7

Source BCT

A titre d'éclairage, le Maroc, la Grèce et le Portugal, qui étaient confrontés en 2010, à de graves déficits au niveau de leur balance des paiements courants, ont réussi, par référence aux données de l'année 2018, à maîtriser considérablement leurs déséquilibres en 2018 ; la balance courante du Portugal est même devenue excédentaire. Or la tendance pour la Tunisie est totalement à l'inverse comme le montre le tableau ci-dessous.

Solde courant (% du PIB)	Tunisie	Grèce	Portugal	Maroc
2010	-4.7	-10.1	-10.3	10.0
2018	-11.1	-2.9	<b>+0.4</b>	2.9

Source : Banque Mondiale

### **La Tunisie continue à être classée parmi les pays à risque élevé**

La tendance haussière du poids de la dette extérieure à moyen et long terme enregistré, selon les dernières évaluations de la BCT, une inflexion significative sous l'effet de la réduction du déficit courant et d'un comportement du taux de change du dinar par rapport à la tendance des dernières années. L'encours de la dette, en proportion du PIB, se ramène en effet de 72.5 pour cent en 2018 à 66.9 pour cent en 2019 ; ce qui correspond à une baisse de 4.5 points de pourcentage du PIB contre une augmentation moyenne de 5 points par an tout au long de la période 2010-2018.

Une telle détente, quoique encourageante, est cependant toute relative compte tenu d'une part de l'importance prise par la dette extérieure à court terme - celle-ci passe de 7.1 milliards de dinars en 2010 à 24.2 milliards de dinars en 2018<sup>12</sup> - d'autre part de l'important recours au marché financier international avec des spread de plus en plus élevé pour couvrir les besoins du budget de l'Etat. Les crédits mobilisés dans ce cadre en 2019 s'élèvent à 2.2 milliards de dinars ( 700 millions d'euros) avec une maturité de 7ans portant un taux d'intérêt de 6.375% alors que le Maroc a réussi durant la même année ( en octobre) une émission portant sur un montant d'un milliard d'euros remboursable sur 12 ans avec un taux d'intérêt de 1.5%.

Le risque Tunisie demeure, en effet, élevé. La notation souveraine de la Tunisie, décernée par les différentes agences internationales, malgré la dernière amélioration de la perception de l'agence Moody's de perspectives négatives à stables<sup>13</sup>, continue à être celle d'une économie présentant des risques très élevés en matière de solvabilité.

Il en est de même de l'appréciation de Coface durant le 4e trimestre de 2019<sup>14</sup>. Celle-ci maintient la Tunisie parmi les pays à risque élevé alors que dans le même rapport l'Egypte est classée parmi les pays à risque assez élevé et le Maroc comme pays à risque convenable.

Un bémol à ces appréciations mérite, cependant, d'être relevé. Il concerne l'importante reconstitution des réserves de change de plus de 5 milliards de dinars, portant la couverture des

<sup>12</sup> Source : intervention de Mme Zribi dans le débat sur la soutenabilité de la dette extérieure organisé par le Forum Ibn Khaldoun et le cercle Kheireddine

<sup>13</sup> En février 2020 Moody's revoit sa notation de B2 perspectives négatives à B2 perspectives stables

<sup>14</sup> Coface spécial risque pays 2020

importations par les avoirs de la BCT de 85 jours à 109 jours, améliorant d'autant la marge de manœuvre des autorités monétaires sur ce plan.

## 6. Equilibre budgétaire et financier

### Les finances publiques demeurent, sous tension malgré la baisse du déficit

Les mesures prises en matière de recouvrement des créances fiscales donnent, à la lumière des résultats provisoires publiés par le ministère des finances, de bons résultats

Plus précisément, les mesures prises en matière de l'amnistie fiscale, permettant l'abandon des intérêts et des pénalités, et la suppression du crédit d'impôt en tant que mécanisme mis en place en 2017 pour servir une partie de l'augmentation des salaires consentie en faveur du personnel de la fonction publique, ont permis une augmentation des impôts directs de 39.5 pour cent sous-tendant un accroissement de l'impôt sur les revenus des personnes physiques ( salariés et non-salariés) de 38.6 pour cent et une augmentation des bénéfices des entreprises de 41.7 pour cent ; ce qui permet d'augmenter sensiblement le taux des impôts directs par rapport au PIB.

En % du PIB	2010	2017	2018	2019
Impôts sur les salaires	3.2	4.3	3.6	4.8
Impôts sur les non salariés	1.0	2.3	2.4	2.9
Impôts sur les bénéfices	3.8	2.5	2.6	3.3
Impôts directs	8.0	9.1	8.6	11.0

En revanche les recettes au titre des impôts indirects augmentent en 2019 modérément de l'ordre de 5.3 pour cent, soit un taux inférieur à celui du PIB. Le ralentissement s'impute aux différentes composantes de l'imposition indirecte et plus particulièrement les recettes de TVA, qui constituent un indicateur sur l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises durant l'année en cours, qui n'augmente que de 5 pourcent, confirmant le ralentissement de la croissance du PIB en 2019.

En % du PIB	2010	2017	2018	2019
TVA	5.9	6.5	7.0	6.8
Droits de douane	0.9	0.8	1.1	1.1
Droits de consommation et autres	5.3	6.2	6.4	6.3
Impôts indirects	12.1	13.5	14.6	14.2

Source : ministère des finances

Au total les recettes fiscales progressent, pour la troisième année consécutive à un rythme dépassant celui du Produit Intérieur Brut aux prix courants, entraînant une augmentation d'année en année de la pression fiscale.

En % du PIB	2010	2017	2018	2019
Pression fiscale	20.1	21.3	22.4	24.4

**Du coté des dépenses**, il est relevé une forte augmentation des paiements au titre du principal de la dette publique (+25%) en raison de l'arrivée à échéance de l'emprunt obligataire de 485 millions de dollars émis sur le marché américain en juin 2012 ainsi qu'au titre des paiements des salaires et des traitements en relation avec la suppression du mécanisme de crédit d'impôt pour servir auparavant une partie de l'augmentation des salaires de la fonction publique.

En % du PIB	2010	2017	2018	2019
Traitements et salaires	10.7	12.4	14.0	14.6
Service de la dette publique	8.4	7.5	7.5	8.4
Subventions et compensations	2.4	3.7	4.6	4.2
Autres dépenses	9.5	10.1	9.6	9.7
Budget général de l'Etat	28.4	36.7	35.8	36.9

Source : ministère des finances

De la sorte, le déficit budgétaire enregistre une baisse significative par rapport à 2018, de 1.3 point de pourcentage. Il en est également pour la dette publique dont l'encours par rapport au PIB baisse de 6 points.

En % du PIB	2010	2017	2018	2019
Déficit budgétaire	1.0	6.1	4.8	3.5
Dette publique	40.0	70.4	77.9	71.9

Source ministère des finances

Ces résultats, quoique encourageants, doivent être, cependant, relativisés au niveau du compte du secteur public en prenant en compte la situation des caisses de sécurité sociale qui continue à être marquée, malgré la réforme mise en œuvre au niveau de la CNRPS, par d'importants déséquilibres comme en témoignent notamment les arriérés des caisses de sécurité sociale à l'égard de la CNAM (de l'ordre de 4 milliards de dinars à fin 2019<sup>15</sup>) ainsi que la situation difficile des entreprises publiques, particulièrement, du secteur des transports et des phosphates.

C'est pourquoi la préparation de compte consolidé du secteur public, conformément aux recommandations du FMI dans son étude de novembre 2016 sur la transparence des finances publiques, constitue une importante priorité pour mieux apprécier les engagements de l'Etat et les risques budgétaires et assurer une plus grande cohérence au niveau du cadre macroéconomique.

### **Détente de l'équilibre monétaire au prix d'une hausse du cout du crédit**

L'équilibre monétaire de l'année 2019 enregistre une relative détente se reflétant à travers une importante réduction, de l'ordre de 27.5 pourcent, du recours des banques au refinancement de la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

<sup>15</sup> Source : déclaration à la TAP rapportée par Webmanager le 28 novembre 2019 du directeur général de la sécurité sociale auprès du ministère des Affaires sociales.

Cinq facteurs principaux y ont contribué :

- (1) Le relèvement du taux directeur de la BCT de 1.75 point, renchérissant d'autant le cout du crédit qui devient largement supérieur à celui de l'inflation. Le taux du marché monétaire ressort à fin décembre 2019 à 7.24% contre 5.23% une année auparavant.
- (2) L'encadrement du crédit à travers l'institution d'un ratio crédit/crédit plafonné à 120 pour cent, entraînant un ralentissement de la progression du crédit aussi bien aux professionnels qu'aux particuliers.
- (3) L'amélioration des avoirs en devises des banques en relation avec la bonne saison touristique et l'augmentation des transferts en espèces des travailleurs tunisiens à l'étranger. Le solde, achats et ventes de devises des banques, qui était au cours des dernières années négatif les amenant à recourir au financement de la BCT est devenu cette année largement excédentaire, ce qui a eu comme conséquence une remontée de la valeur du dinar par rapport aux devises étrangères.
- (4) La remontée de la valeur du dinar durant le second semestre de l'année ramenant la dépréciation du dinar par rapport à l'euro à 4.7 pourcent pour l'ensemble de l'année 2019 (contre 12% durant le 1<sup>er</sup> semestre) entraîne une modification du comportement des opérateurs économiques en matière de constitution de stocks et de rétention des devises.
- (5) La quasi stabilisation de l'encours des bons du trésor assimilables aux alentours de 13 milliards de dinars ; les besoins nets d'emprunts du trésor ayant été couverts essentiellement par l'émission d'obligations sur le marché financier international

Un autre résultat relativement encourageant mérite, par ailleurs, d'être signalé. il concerne la situation financière du secteur bancaire. Les efforts déployés en matière de redressement permettent d'avoir un taux moyen de solvabilité des banques conforme aux normes de Bale2 ainsi qu'une réduction d'année en année du taux moyen des créances accrochées par rapport aux engagements

En %	2015	2016	2017	2018
Taux solvabilité	12.0	11.3	11.8	11.9
Taux créances accrochées	16.6	15.6	13.4	12.2

Source : rapport de supervision des Banques

La situation diffère, cependant, entre les banques privées et les banques publiques ; ces dernières souffrent du lourd fardeau des créances compromises qui représentent à fin 2017 près de la moitié de l'ensemble des crédits accrochés.

### Maintien de l'épargne nationale à un faible niveau

La propension moyenne à épargner<sup>16</sup> continue à être faible, se situant autour du palier de 9 pour cent du revenu national disponible brut ce qui a d'importantes répercussions sur l'effort d'investissement et les équilibres extérieurs comme cela a été développé précédemment.

Comparativement à l'année 2010, la chute de l'épargne nationale est considérable contrairement à la tendance des pays partenaires et concurrents de la Tunisie comme le montre le tableau ci-après.

Taux d'épargne (en% du PIB)	Tunisie	Zone euro	Maroc	Turquie
2010	20.5	21.6	29.7	21.3
2018	8.3	24.3	27.7	27.1

Source : Banque Mondiale

Cette tendance s'impute, à des degrés divers, aux différents agents économiques.

L'encours de l'épargne- logement et des comptes spéciaux d'épargne, qui constitue généralement un indicateur significatif de l'épargne des ménages augmente faiblement, suivant un taux de 3.6 pour cent, bien inférieur à celui du PIB aux prix courants (de l'ordre de 8%)

Le solde primaire du budget<sup>17</sup>, qui constitue également un bon indicateur de l'épargne de l'Etat, demeure négatif même si la tendance enregistre, depuis 2018, une inflexion encourageante permettant une importante baisse du déficit. Celui-ci se ramène de 3.6 milliards en 2017 à 880 millions de dinars en 2018 et à 300 millions de dinars en 2019. L'effort doit, cependant, continuer pour retrouver un solde primaire du budget de l'Etat excédentaire comme c'était le cas en 2010 (+ 300 MDT).

La situation financière des entreprises demeure, dans l'ensemble tendue, comme le reflète la faible augmentation des recettes au titre de la TVA comme conséquence du fléchissement de l'activité industrielle.

### Conclusion

Dans l'ensemble la situation économique et sociale demeure tendue.

Il y a, certes, quelques éclaircies qui méritent d'être relevées. Elles se situent au niveau du tourisme dont l'activité s'insère dans une tendance haussière, au niveau du secteur des phosphates qui enregistre une reprise de la production dans les différents sites miniers ainsi qu'au niveau de l'agriculture en relation avec l'excellente production céréalière et oléicole même si cela est dû à la bonne pluviométrie au cours de l'année écoulée

Il y a eu également de nombreuses mesures prises sur les plans budgétaire et monétaire qui ont contribué à réduire, quelque peu, les pressions inflationnistes, à contenir les tensions

<sup>16</sup> Correspond au montant de l'épargne par rapport au revenu disponible

<sup>17</sup> Il correspond à la différence entre les recettes propres hors dons et les dépenses totales hors services de la dette

sur les équilibres financiers intérieurs et extérieurs et à amorcer un redressement relatif du positionnement de la Tunisie sur le plan international en matière de compétitivité et du climat des affaires.

Il n'en demeure pas moins que les différents indicateurs présentés dans les développements qui précèdent, révèlent la persistance de nombreux blocages et distorsions à l'origine de l'atonie de la croissance, de la faiblesse de l'épargne et de l'investissement et du niveau élevé du chômage et que, malgré les nombreux acquis enregistrés, la Tunisie continue à souffrir de nombreuses faiblesses et de multiples défaillances tant au niveau de la maintenance et du développement de l'infrastructure et des équipements collectifs qu'au niveau de la productivité et de la compétitivité et de la répartition des fruits de la croissance

C'est dire, encore une fois, l'urgence de la mise en œuvre du lot de réformes et de restructurations maintes fois annoncées et sans cesse reportées pour optimiser la gestion des ressources, humaines, naturelles et financières et retrouver un nouveau souffle du processus de développement.

D'ailleurs, la grave crise sanitaire que vit la Tunisie, depuis le début du mois de mars 2020, à l'instar de tous les autres pays de la planète, donne des arguments encore plus forts pour s'engager à fond, une fois le danger de l'épidémie écarté, dans le processus d'adaptation des structures et du cadre légal et réglementaire pour mieux exploiter les formidables atouts disponibles, sur les plans scientifique, technique et géographique, afin d'acquérir une plus grande résilience aux chocs extérieurs - épidémiologiques, financiers et technologiques - tout en répondant, plus vite et mieux, aux attentes et aux aspirations.

**Forum Ibn Khaldoun le 3 avril 2020**

**Mots clés : résultats économiques de la Tunisie en 2019, appréciation de l'économie tunisienne de l'année 2019, Forum Ibn Khaldoun**

**Pièce jointe : Evolution des différents indicateurs socio-économiques pour la période 2017-2019**



**Principaux indicateurs socio-économiques**

Paramètres	2017	2018	2019
<b>Déclaration des investissements en MDT</b>			
Industrie	3 526.6	3 567.7	2 966.4
Services	1 696.4	1 379.6	869.7
Agriculture	1 572.5 (11mois)	1 488.4	1 671.6
Total		6 435.7	5 507.7
<b>Autres indicateurs relatifs à la FBCF en MDT</b>			
Investissements directs (Etat) et prêts liés	3 243	3 498	3 383
Investissements directs étrangers	2 157	2 790	2 479
Hausse des crédits à moyen et long terme	2 814	1 466	989
Importations des biens d'équipements	10 173	11 758	12 876
FBCF	18 139	19 566	21 117 <sup>e</sup>
Taux d'investissement par rapport au PIB	18.8%	18.5%	18.5%
Taux d'investissement dans le monde	24.2%	24.4%	
Taux investissement dans la zone euro	20.9%	21.4%	
Taux investissement du Maroc	32.6%	33.5%	
<b>Croissance du PIB en termes réels en %</b>	2.0	2.7	1.0
Agriculture et pêche	1.8	11.3	0.8
Industries manufacturières	1.3	1.1	<b>-0.7</b>
Industries non manufacturières	<b>-3.2</b>	<b>-1.7</b>	<b>-1.8</b>
Services marchands	4.7	3.2	2.2
Services non marchands	0.7	0.4	1.0
PIB nominal en MDT	96 325	105 535	114 471 <sup>e</sup>
Croissance dans le monde	3.1%	3.0%	3.2%
Croissance de la zone euro	2.5	1.9	1.2
Croissance du Maroc	4.2	3.0	2.7
<b>Population et emploi (4e trimestre)</b>			
Population active masculine	2 934	2 953	2 974
Population active féminine	1 185	1 200	1 216
Population active totale en milliers	4 119	4 153	4 190

Taux d'activité global	46.6%	46.5%	46.3%
- femmes	24.2%	24.1%	24.0%
Population occupée en milliers	3 480.0	3 507.6	3 566.4
- Dont femmes	913.2	925.1	952.7
Taux de chômage en %	15.5	15.5	14.9
- Dont femmes	22.9	22.6	21.7
Taux de chômage des jeunes	34.2	33.4	34.3
- Dont femmes	36.9	33.1	34.3
Taux de chômage des diplômés du supérieur	29.9	28.8	27.8
- Dont femmes	39.0	38.8	38.1
Taux de chômage de la zone euro	9.1	8.2	7.8
Taux de chômage du Maroc	9.1	9.0	9.0

<b>Glissement prix à la consommation en %</b>			
Alimentation	8.2	6.2	5.8
Habillement et chaussures	6.6	8.6	7.3
Logement et entretien	4.2	6.1	4.2
Santé	4.2	4.8	8.0
Transports	5.9	13.3	2.2
Ensemble	6.3	7.5	6.1
<b>Finances publiques en MDT</b>			
Recettes propres de l'Etat	23 891.4	27 942.3	32 366.8
- Impôts directs des salariés	4 028.9	3 830.8	5 488.4
- Impôts directs des non-salariés	2 175.8	2 528.3	3 324.8
- Impôts directs des entreprises	2 355.3	2 706.2	2 835.2
- Impôts indirects	12 626.5	15 438.0	16 252.5
- Dont Recettes TVA	(6 092.0)	(7 424.8)	(7 797.4)
Dépenses hors principal de la dette	29 546.2	32 624.4	35 857.5
- Traitement et salaires	14 352.0	14 776.0	16 767.0
- Compensation et subvention	3 492.2	4 900.0	4 789.5
- Intérêt de la dette publique	2 259.6	2 801.9	3 191.5
- Investissements directs de l'Etat	2 570.3	2 792.0	2 714.0
- Prêts liés aux projets	673.0	706.5	668.9
Déficit budgétaire	5 986.7	5 055.4	4 039.8
Taux de déficit par rapport au PIB	6.1%	4.8%	3.5%
Remboursement du principal	4 745.3	5 126.5	6 396.8
Dette publique	67 830.0	82 294.8	82 350.1

Taux de la dette par rapport au PIB	70.4	77.9	71.9
<b>Commerce extérieur</b>			
Exportations en MDT	34 426.6	40 987.4	43 855.4
- Dont IME	15 954.2	18 196.5	20 242.7
- Dont textile et habillement	7 564.7	8 793.5	9 353.9
Importations en MDT	50 021.6	60 010.9	63 264.1
- Dont biens d'équipement	10 172.6	11 758.2	12 876.5
Taux de couverture	68.8	68.3	69.3
Solde balance commerciale en MDT	-15 595.0	-19 022.9	-19 408.7
- Balance énergie	-4 032.9	-6 179.4	-7 756.4
- Solde balance hors énergie	-11 562.1	-12 843.5	-11 652.3
- Balance avec l'UE	-1 396	-1 784.	-269.
- Balance avec la Chine	- 4 407	-5 422.	-5 852.
- Balance avec la Turquie	-1 853	-2 307.	-21 493.
<b>Autres indicateurs balance des paiements</b>			
Recettes touristiques en MDT	2 831.0	4 141.2	5 619.2
Revenu du travail en espèce MDT	3 593.0	4 120.7	4 949.3
Recettes courantes	48 432	57 768	63 732
Balance courante des paiements en MDT	-9 870.6	-11 760.9	-10 014.4
Service de la dette extérieure en MDT	6 872.0	6 688.0	9 265.1
Ratio par rapport aux recettes courantes	14.2%	11.6%	14.5%
Dette extérieure Met L en MDT	62 857	78 205	76 974
Taux d'endettement par rapport au PIB	63.9%	72.5%	66.9%
<b>Indicateurs monétaires</b>			
Avoirs nets en devises de la BCT	12 885.1	12973.9	19 357.9
Couverture des importations	95 jours	85 jours	109 jours
Taux de change euro/dinar	2 7238	3 1272	3 2736
Taux de change dollar/dinar	2 4195	2 6468	2 9145
Billets et monnaie en circulation	11 730	12 454	13 508
Volume global de refinancement de la BCT	10 9621.6	15 808.4	11 515.1